

conduite des affaires internationales, une certaine conception de ce qui est bon pour le monde, qu'il nous faut continuer de cultiver sans verser pour autant dans l'évangélisme ou toute autre forme de ferveur messianique. A cet égard, je tiens à répéter que mon travail a été grandement facilité depuis un an environ par ce que je considère un nouvel apport de l'Administration américaine ou, peut-être, plus précisément, par l'accent qu'elle a mis sur le rôle de la morale en politique. Nous ne réussissons guère à impressionner de façon durable le monde en développement et les pays se trouvant, soit derrière le rideau de fer, soit menacés par l'influence ou les visées communistes si nous ne prêchons pas par l'exemple. Nous réussissons encore moins à nous rallier leur collaboration dans les moments difficiles. C'est pourquoi je ne sens aucunement le besoin de m'excuser parce que je considère que les affaires internationales comportent certaines exigences morales, dans nos rapports avec les pays en développement en particulier. Ces exigences, il me semble que le Commonwealth les ressent réellement. S'il est vrai que diverses formes de gouvernement ont fait leur apparition au sein du Commonwealth et que certains pays ont établi leur indépendance en dehors du cadre de l'ancien Empire britannique, on peut, en les visitant, reconnaître sans l'ombre d'un doute les vestiges du passé. Et, si certains sont négatifs, ils ne doivent pas nous empêcher de voir ce qui est resté de bon, de durable et de permanent.

Il me semble donc que dans la perspective d'un Commonwealth en évolution, il nous faut comprendre et reconnaître que dans notre recherche des éléments valables des nouvelles réalités, nous devons être audacieux et ouverts et que nous devons être conciliants en ce qui concerne les objectifs parfois différents que peuvent s'être fixés divers pays. Dans notre recherche d'éléments nouveaux, nous devons également admettre que certaines des anciennes réalités sont valables et qu'il n'est pas nécessaire de détruire entièrement l'héritage du passé pour tirer parti au maximum de ce qui est bon ou semble l'être pour l'avenir.

Pour ce qui est des possibilités qui s'offrent au Commonwealth, il me semble que ce dernier pourrait être d'un apport précieux dans le cadre du Dialogue nord-sud. Alliant mondes développés et mondes en développement, il se distingue, une fois de plus en effet et à son avantage, de toutes les instances internationales dont j'ai déjà parlé. C'est la seule organisation regroupant des pays comme le Canada, la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande — qui sont tous très développés et qui, à un palmarès technologique impressionnant ajoutent toute une gamme d'autres avantages et une longue expérience — et les unissant véritablement à certains des pays les moins développés du monde. A une réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, siègent à la même table, sur un pied d'égalité, les chefs de certains des pays les mieux nantis du monde sur le plan industriel et les chefs de certains des pays qui ont le plus de progrès à faire. En mettant ainsi leur expérience en commun, ils peuvent accomplir beaucoup et ce, libres des tensions et des autres contraintes dont il est presque impossible de se dégager dans toute autre instance. C'est pourquoi j'attache beaucoup d'importance au rôle du Commonwealth et de ses organismes face à l'ensemble des questions qu'on réunissait autrefois sous l'étiquette de "l'aide étrangère" mais que j'envisage ici dans l'optique de l'aide du Commonwealth et dans la perspective plus large du Dialogue nord-sud.